ROME, le 14 décembre 1990

430 C

NOTE BIO (90)404 AUX BUREAU NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU SPP

CONSEIL EUROPEEN

Le Président de la Commission a présenté au Conseil Européen son analyse et ses propositions d'aide à L'Union Soviétique et aux pays du centre et de l'est de l'Europe.

Sur l'URSS

M. Delors a souligné que la reflexion de la Commission s'inscrivait dans la perspective d'un double équilibre de l'effort d'assistance: équilibre entre URSS et pays du centre et de l'Est de l'Europe d'une part, entre le flanc est et le flanc sud de la Communauté, d'autre part.

Le Conseil avait posé trois questions auxquelles il convient de répondre:

- convient-il d'apporter à l'Union Soviétique une aide à court terme et, si oui, selon quelles modalités ?;

- quel contenu réaliste donner à l'accord de commerce et de coopération signé avec les Soviétiques en décembre 1989 ?;

- Faut-il dès maintenant ouvrir des négociations pour un accord plus large que cet accord de commerce et de coopération?.

Après avoir rappelé l'historique - soutien au Conseil Européen de Dublin des 12 à la perestroika de M. Gorbatchev et demande à la Commission d'une analyse de la situation et de propositions d'action; étude commandée par le Sommet des pays industrialisés de Houston à quatre organisations internationales - M. Delors, soulignant qu'il avait déjà fait un bilan de la situation lors du Conseil Européen d'octobre s'est arrêté sur quelques points ajoutant que la situation était mouvante et pleine d'aleas en raison de la crise de l'Etat et du dysfonctionnement de l'economie.

La crise de l'état est, selon lui, provoqué par la disparition dans les textes comme dans les faits du rôle dirigeant du parti et d'autre part de la guerre des lois entre l'Union et les Republiques et, à l'intérieur de celles-ci, entre villes, ethnies...

En contre-poids, cependant, on assiste à la naisssance d'une vie démocratique car la parole a été libérée. Mais l'anarchie va-t-elle s'accroître ou va-t-on assister à la création d'un tissu politique ?.

Quant à la crise économique, elle est qualifiée par l'effondrement du système, la désobeissance, la crise morale et une spéculation intense des producteurs et des consommateurs.

Face à cela, et alors qu'alternent nouvelles positives et négatives, le plan Gorbatchev continue, selon le Président, à apparaître comme le plus réaliste même si le préalable à toute réussite est la fin de la guerre interinstitutionnelle et la mise en place de l'Union.

Que faire ?

A court terme, la Commission a reçu des demandes officielles de produits alimentaires et de médicaments, d'aide à la balance des paiements et d'aide à la convertibilité du rouble. Des demandes analogues ont été faites aux Etats-Unis et au Canada et les Etats-Unis, pourtant très réticents à Houston, ont décidé d'octroyer 1 milliard de dollars de crédits garantis.

Deux questions se posent:

- dons ou crédits garantis;
- aide aux plus pauvres ou aussi à ceux qui peuvent payer.

La Commission propose 750 Mécus d'aide , 250 sous forme de dons dans le cadre actuel du budget Feoga (par des ventes de nos stocks à prix zéro) et 500 millions de crédits garantis pour ne pas perturber les marchés agricoles et pour tenir compte du fait que l'URSS n'est pas solvable.

Pour l'assistance à la balance des paiements, le Président Delors estime que cela ne relève pas de la Communauté. Puisque l'URSS veut rejoindre l'économie internationale, il faut qu'elle puisse dans des délais raisonnables adhérer au FMI.

Quant à l'aide à la convertibilité, elle relève du moyen terme et pour l'instant d'une aide technique.

L'accord de commerce et de coopération pourrait comporter de l'aide technique dans cinq donaines: formation à la gestion, formation de la fonction publique à son rôle radicalement nouveau, système de sécurité sociale compatible avec l'économie de marché, production et transformation de denrées alimentaires et énergie (et M. Delors de rappeler la proposition Lubbers, le papier italien et la proposition de charte faite à la CSCE).

Sur les pays de l'Est, après avoir rappelé le contexte politique (vers la démocratie politique et économique) et les actions déjà entreprises (accord de commerce et de coopération, G 24, accords européens) M. Delors a estimé que cela ne suffisait pas car ces pays ont à faire face à un sinistre important du fait de la crise du Golfe, de l'effondrement du Comecon et de l'unification allemande. La Communauté ne doit-elle pas lancer une grande initiative politique pour mobiliser tous les moyens afin d'éviter l'etouffement de leurs réformes ?.

La Communauté peut agir seule, dans le cadre des G 24 dans un cadre élargi (avec les pays du Golfe) et la Commission pense qu'un Fonds provisions, sous certaines conditions d'attribution, permettrait d'éviter des délais.

Si la Hongrie va voir débloquer une deuxième tranche (500 Mécus) d'un prêt accordé au début de l'année, la Tchecoslovachie a besoin d'une aide du même type (de l'ordre de 700 Mécus) pour favoriser la convertibilité de la couronne.

En matière d'aide alimentaire, Bulgarie et Roumanie auraient besoin d'une d'aide d'urgence de 100 Mécus et ces deux mêmes pays devraient recevoir, pour couvrir leurs besoins énergétiques, 150 Mécus.

A suivre.

Amitiés,

B. Dethomas

Rome, le 15 décembre 1990

NOTE BIO (90) 404, suite 1, AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES SPP

Intervention du Président Delors sur la réalisation de l'Acte Unique (14.XII.90)

Le Président de la Commission a fait, dans la soirée du 14 décembre le point sur l'état d'execution de l'Acte Unique. Sur le marché intérieur il a insisté sur trois élements:

- les transports;
- la fiscalité;
- la libre circulation des personnes.

Sur les transports, nous devons, a-t-il dit, harmoniser les coûts. Or, la fiscalité est très complexe. Rappelant les deux texte sur la table du Conseil (accises sur le fuel et harmonisation du droit de roulage) il a insisté pour que les ministres des finances aient à l'esprit les aspects transport et les ministres des transports les aspects financiers.

Sur la fiscalité indirecte, après avoir souligné que le Conseil avait rejeté la proposition de la Commission, le Président Delors s'est interrogé sur la volonté d'aller vers un système définitif, demandant au Conseil de fixer une date pour le passage du stade de provisoire au stade de définitif.

Sur le mouvement des personnes: 7 Etats membres ont accepté l'accord de Schengen, 11 la convention sur le droit d'asile mais il n'y a pas d'accord sur la convention sur les frontières extérieures. Il faut une ligne d'action claire a demandé M. Delors proposant d'appliquer l'art. 235 du Traité et ajoutant qu'un accord sur la politique d'immigration pourrait aider.

Le Président de la Commission a ensuite fortement insisté sur la dimension sociale rappellant que onze EM avaient accepté la charte des droits sociaux, il y a un an mais que depuis lors aucun texte n'avait été adopté. Jugeant l'Acte Unique insuffisant M. Delors s'est indigné que la charte soit une coquille vide.

Enfin, il a dit l'importance, pour la compétitivité des entreprises, de la politique de recherche et de technologie dont le processus législatif est actuellement trop compliqué.

A suivre.

Amitiés,
B. Dethomas

./.

Rome, le 15 décembre 1990

NOTE BIO (90)404, (suite 2) AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRE SPP

Conférence de presse finale Delors/Andreotti

Le Président du Conseil italien M. Andreotti a dressé un bilan du Conseil Européen, estimant que les résultats étaient supérieurs à ce qui était prévu grâce à "un climat de solide coopération". Il a notamment remercié le Président de la Commission pour le "travail remarquable" réalisé sur l'URSS qui a permis de prendre des décisions en toute connaissance de cause".

Le Président de la Commission s'est dit pour sa part satisfait des résultats estimant que la Communauté avait vraiment rendez-vous avec l'histoire face aux évènements qui ont secoué l'Europe de l'Est, l'URSS et le Golfe.

Passant en revue le bilan de la présidence italienne, une présidence dynamique et aux sentiments européens forts, M. Delors a insisté sur plusieurs points:

- Le Golfe où la réponse communautaire a été rapide, continue et claire.

- Le lancement des deux conférences intergouvernementales: les conclusions de Rome I constituent un véritable mandat de négociation. Cinq ou six options restent ouvertes. La Commission a mis sur la table du Conseil un avant projet de Traité pour aider ce travail.

Sur l'Union politique, le communiqué est moins précis. On ne dispose il est vrai que de six mois de travail contre près de deux ans et demi pour l'UEM. Des progrès ont été fait sur la politique étrangère, la sécurité, le renforcement de la dimension démocratique, la clarification des options possibles, les conditions auxquelles on parviendra à l'efficacité. Ce texte donne les moyens de travailler.

- Le développement des relations avec les pays du centre et de l'est de l'Europe.

- La confirmation avec les Etats-Unis et le Canada, par les déclarations transatlantiques, d'un cadre d'échange et de coopération.

- Des progrès dans la politique des transports.

- La poursuite de la mise en oeuvre de l'Acte Unique puisque vingt directives supplémentaires ont été adoptées - soit 200 sur 279 désormais - et les Chefs d'Etat et Gouvernement sont convenus que les textes restants devraient être adoptés en 1991. Sur la libre circulation des personnes, il y a une impulsion du Conseil Européen et le Président s'est dit content, "faute de mieux", que le Conseil

ait reconnu que la dimension sociale n'allait vraiment pas. Il faudra modifier les Traités, a-t-il dit, mais sans attendre nous devons avancer.

Des questions on peut retenir:

sur les deux conférences :

- Pour l'UEM, si l'on reste dans le cadre de ce qui a été décidé, on legifère pour plus de 20 ans. Si l'on sortait de ce cadre on irait à l'échec.

- Pour l'Union Politique, il ne s'agit pas du stade ultime de l'intégration. Il y aura une autre révision du Traité avant 20 ans. Mais il faut laisser une fenêtre ouverte vers une Europe fédérale voulue par les membres fondateurs.

Sur l'aide à l'URSS et les livraisons, nous nous sommes déjà entretenus avec les dirigeants soviétiques. Ils ont déjà pris les dispositions légales pour permettre de surveiller les livraisons et lutter contre la spéculation. Pour les dons nous passerons par des ONG. Pour les crédits garantis, il faudra que les opérateurs aient la possibilité d'aller contrôler.

Sur le nouveau Premier Ministre britannique et les projets qui lui sont prêtés sur l'UEM: "je suis méfiant". La vraie question porte sur les finalités: accepte-t-on l'objectif d'une banque centrale et d'une monnaie unique.

Sur le GATT: l'échec est un échec de tout le monde. Parvenir a un succès repose sur deux conditions:

- une négocialtons globale avec des concessions mutuelles équilibrées;
- un changement de ton des négociateurs américains.

En revanche ce n'est pas aux Américains de nous dicter comment on doit organiser notre agriculture. La supériorité de nos propositions sur les leurs c'était leur réalisme.

Amitiés,

B. Dethomas

Rome, le 15 décembre 1990

Note BIO (90) 404, suite 3 et fin, aux Bureaux nationaux
CC aux Membres du SPP

Intervention de M. Delors après l'ouverture des travaux de la CIG sur l'UEM et conferences de presse des Chefs d'etat et de gouvernement

---

Le Président de la Commission a rappelé que l'histoire de l'union monétaire était à la fois longue et courte. L'histoire courte commence à Hannovre qui a lancé le processus UEM. Depuis certains, au nom du perfectionnisme ou parce qu'ils ne veulent pas de l'UEM, ont demandé plus de travaux préparatoires. Or ceux-ci sont terminés. Le Conseil de Rome l a, par ses conclusions, donné un mandat de négociations. Il revient à la CIG, dans le cadre de ce mandat, de rédiger un Traité.

Onze pays, peu à peu, font du rapport Delors la base de leurs travaux. Mon inquiétude, a-t-il ajouté, est:

- que l'on fasse comme si il n'y avait pas eu de travaux préparatoires;
- que l'on ouvre la boîte de Pandore;
- qu'il n'y ait pas d'accord sur les cinq points qui restent en suspens;
- que la Grande-Bretagne ne se rallie pas.

Ces cinq points sont:

- le contenu de l'Union Economique (politique des revenus, contraintes budgétaires);
- le lien entre l'UEM et la cohésion économique et sociale (y a-t-il un risque supplementaire ?);
- le rôle de l'écu (certains ne l'ont même pas cité);
- comment passer à la phase de transition. Mais on fait comme si il n'y avait pas de première phase commencée en juillet 1990. Or cette première phase doit faire du comité des gouverneurs le centre de décision principal puis unique en matière monétaire et des exercices de surveillance mutuelle et de convergence économique;
- enfin, la question institutionnelle (démocratic accountability et liaison entre les 2 conférences).

Je crains qu'on ne se concentre pas sur ces 5 points et qu'on oublie qu'une CIG est faite pour rédiger un Traité.

Mais on verra bien dans deux ou trois mois si les travaux sont bien partis.

Une monnaie, a encore dit M. Delors à propos du projet de Hard Ecu, c'est le produit d'une décision politique et d'une crédibilité sur les marchés. Je ne crois pas au hard écu se développant uniquement par le marché; en révanche on peut aider à son développement en en faisant une monnaie d'emprunt, d'épargne, de transaction soulignant aussi le caractère psychologique d'une monnaie (aucun pays n'accepte joyeusement de se séparer d'une monnaie).

./.

Rome, le 15 décembre 1990

Conférence de presse de M. Kohl

Sommet historique. Remerciements à Andreotti ("souverain plein d'humour").

Après le rêve de l'unification allemande, un autre rêve celui de l'unification européenne devient réalité.

1) Mandat - Union Politique

Lettre Kohl-Mitterrand sera un des documents de base. Les deux conférences travailleront simultanément. Elles devront présenter aussi simultanément leurs résultats pour ratification. Il faut bien utiliser le temps qu'il reste jusqu'aux prochaines élections pour le PE (1994). L'union politique devrait se faire sur une base fédérale. Plus de droits pour le PE, codécision. Définir rôle de l'UEO, sans affaiblir liens avec l'OTAN.

2) URSS

Présentation des décisions (750 MECU, techn. 400=91, 600=92).
La BERD donne 25 milliards DM pour l'URSS.

3) GATT

Commission doit intensifier ses contacts avec toutes les parties. C'est erroné de considérer le problème comme un problème entre seulement la CE et les USA, ou comme seulement un problème de l'agriculture. On n'accepte pas qu'une partie pose seulement des conditions; il faut discuter.

Question: qu'est-ce qu'elle peut faire l'Allemagne ?
On ne peut pas demander à l'Allemagne d'assumer toujours une leadership quand il y a des problèmes internationaux.

4) Afrique du Sud

Levée des sanctions pour les nouveaux investissements est un succès.

C. Stathopoulos
Rome, le 15 décembre 1990

Conférence de presse de M. Cavaco Silva

Appréciation globale positive.

Ce qu'on a réussi: objectif de la cohésion économique et social reconfirmé; grands réseaux d'infrastructure; ressources nouvelles pour financer des nouvelles politiques; politique extérieure et de sécurité sans porter atteinte à l'entente avec les USA; Afrique du Sud: levée partielle des sanctions.

Ce qu'on a empêché: une codécision du PE (le Portugal est contre);

le mot "fédéral" a été supprimé du communiqué final.

C. Stathopoulos
Rome, le 15 décembre 1990

Conférence de presse de M. Mitsotakis

Appréciation extrêmement positive

Union politique et UEM inséparables.

La dimension de la sécurité n'est pas en concurrence avec l'OTAN.

"Assistance mutuelle" en cas d'agression extrêmement importante pour la Grèce.

Intérêts grecs particulierssprіs en compte:

- problèmes des régions;
- coût des transports des régions périphériques sera compensé;
- le problème des contrôles de l'immigration aux frontières de la CE reconnu. Contrôles plus sévères envisagés;
- Grèce a évoqué problème de sécurité des réacteurs nucléaires en Bulgarie;
- Grèce a eu satisfaction au sujet de sa demande d'une aide pour Bulgarie et Roumanie.

GATT et PAC

La Grèce n'aurait pas de problèmes avec une réforme de la PAC qui compenserait les pertes en termes de soutien au produit par des aides directes aux producteurs.

Prêt et économie grècque

Prêt: pas évoqué par Mitsotakis.

En bilatérale le PM grec a expliqué à ses collègues les problèmes de l'économie grècque.
"Le gouvernement restera jusqu'à la fin de son mandat".
"A la stabilité politique s'ajoute un effort dur mais nécessaire dans le domaine de la politique économique.

(NB: le PM grec a expliqué à un journaliste pourquoi la Grèce est en faveur d'un élargissement des compétences du PE. Selon lui 95% des décisions du PE sont jusqu'ici favorables aux intérêts grecs).

C. Stathopoulos
Roma, 15 décembre 1990

Conference Presse du PM néerlandais, M. Lubbers

Appréciation positive de ce Conseil tant en ce qui concerne les discussions sur l'union politique ainsi que les autres sujets, notamment l'URSS et les pays de l'Est.

En ce qui concerne le paragraphe sur "l'efficacité de l'union", M. Lubbers n'a pas nié que ce texte cache des points de vue différents qui existent au niveau du Conseil.Toutefois "il s'agit d'un texte parfait comme point de départ pour la discussion qui suivra". (Van den Broek).

Sur la dimension sociale, on se félicite avec la référence plus explicite à la politique d'emploi y compris les differentes traduitions nationales qu'on peut constater en la matière.

En ce qui concerne l'assistance technique pour l'URSS, il est très bien que l'on ait pas pris des engagements chiffrés audela de 1991, puisqu'il faut d'abord tirer la leçon sur la base de l'expérience vecue pour l'assistance à donner en 1991.

En ce qui concerne le chapitre GATT, il s'agit d'un texte adéquat et qu'il souligne notamment "que la Commission doit prendre sa propre responsabilité et utiliser au maximum sa position" dans les négociations.

N. Wegter

Rome, le 15 décembre 1990

Conférence de presse de M. Lubbers

NL a empêché une orientation du mandat pour l'Union Politique trop proche à la lettre Kohl-Mitterrand. Satisfaction pour la Charte européenne pour l'énergie. NL pour légitimité démocratique maximale dans les domaine de la défense, politique extérieure, extension des compétences communautaires.

GATT - On a eu le meilleur texte qu'on pouvait avoir. La Commission doit prendre maintenant ses responsabilités.

NL contre Fonds pour aider la convertibilité de la couronne tchéque.

C. Stathopoulos

Rome, 15 december 1990

Danish briefing after the Council

The Danish PM P. Schluter expressed satisfaction with the result of the two days Council in Rome and saind a pragmatic solution was found.

P. Schlouter stressed in his remarks after the Council that the

conference on political union will be open to all questions and that's why Denmark together with some other countries made a point in the conclusions on defense issues.

Denmark is opposed to including any kind of defense policy in the work within the political union. Since some other countries would like to discuss these matter we wont object to the discussions.

Mr Schluter also stressed that Denmark will make a constructive contribution ton the intergovernmental conferences on basis of a memorandum already put forward to the other member states.

The partial lifts on S. Africa within the field of investments was described by the Danish minister of foreign affairs Uffe Ellemann Jensen as a necessary and clever step to encourage the ongoing process in S. Africa.

T. Christensen

Rome, le 15 décembre 1990

Conférence de presse de M. Mitterrand

A propos du GATT: "Le mandat n'est pas changé. Il ne faut pas se dispenser d'une approche globale.

Elargissement: "Il n'est pas dit que la Communauté s'arrête à 12. Mais il faut faire attention au rythme de la demarche. Toute adhésion nouvelle est bonne à prendre".

Siège: "S'il faut attendre plusieurs années pour fixer les sièges, on attendra. Peut-être faudrait-il choisir un autre lieu, historique. Pourquoi pas ? Ce ne sera peut-être plus Strasbourg mais surement pas Bruxelles (si le conflit persiste). Pour les sièges il faut parler d'une Europe poly-centriste.

Union Politique : "Il ne faut pas trancher à la place des conferences intergouvernementales. Les résultats demanderont plusieurs années. C'est un travail énorme. En matière de politique étrangère dès lors que le Conseil Européenest le centre unique de décision, ce sont les représentants directs des Etats qui pourront s'engager. Je ne crois pas que l'union politique puisse capoter. Il faut faire attention aux déséquilibres des procédures et au rôle respectif des différentes institutions. On a le droit d'être optimistes.

Major: Il a dit lui-même "changement de personne mais pas de changement de politique". L'expérience m'a montré que ce n'est pas toujours le cas. C'est un inconnu.

B. Dethomas

Rome, le 15 décembre 1990

Press conference by PM J. Major

At the press conference following his first European Council, M. Major expressed himself very satisfied with the outcome. He anticipated no difficulties in the House of Commons on tuesday. "The text does not preempt or prejudge the IGC's". Member States were entitled to put anything on the table in the conferences and all would be considered. The process would be similar to negotiation on the Single European Act.

Major spoke of substancial food aid to the Soviet Union, emphasising the problems of distribution and said the Community was willing to provide more help for eastern Europe.

There was a strong signal for a successful outcome to the GATT negotiations. He said this commitment of the Council had not been easy to achieve. It would allow the Commission to use its full negotiating authority and to show flexibility. "I hope the United States will respond". "This takes us forward in a real and practical way. It is a sign that we want the talks to succeed". There was a general recognition of the damage if there was no successful outcome but not all concessions should come from the Community.

The text on the Gulf showed that the Community and the Member States were as firmly committed as ever to the UN resolution 678. No linkage was accepted. Mr. Major was pleased with the outcome on South Africa which recognized the huge changes which were taking place.

The PM said that the British would come early in january with Treaty language on the hard ecu. He said that if the market-driven approach was successful, it could well evolve into a single currency but practical experience was needed. He thought other Member States would have reservations. "I do not accept that we are standing on our own on this issue. The range of interplay is deeper than many imagine".

Asked why changes were needed in the Treaty, he said that more efficiency and effectiveness were needed becouse some institutions had not reflected the necessity for change. He drew particular attention to budgetary control and stronger role for national parliaments.

Altogether, a positive tone and content.

M. Berendt

Amities

B. DEthomas